

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 03/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **ARKEMA FRANCE – station biologique**

Établissement de Carling  
BP 61005  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_ARKEMA\_STbio\_2023-07-27\_RAPVI\_MCBK\_25242  
Code AIOT : 0006201785

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 de la station de traitement biologique dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Établissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 02/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARKEMA FRANCE
- Établissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold au niveau de UO EAU "Environnement ADAME Utilités" une station de traitement biologique.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Barrières de sécurité
- Incompatibilités chimiques
- Déchets
- Rejets aqueux

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire                                   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 5  | Stockage de chlorure ferrique | Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, articles 1.3.1 et 8.5.3 | /  | Lettre de suite préfectorale  | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 6  | Incompatibilités produits/produits | Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 1.3.1 | /  | Lettre de suite préfectorale  | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1  | Stockage d'anti-mousse  | Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 1.2.3 (partiel)   | /  | Sans objet        |
| 2  | Stockage de boues biologiques   | Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, articles 1.2.3 (partiel), 5.1.4.1 (partiel), 5.15 (partiel), 5.1.6 (partiel), 5.1.7.1 (partiel) | /  | Sans objet        |
| 3  | Stockage d'acide phosphorique   | Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 1.3.1   | /  | Sans objet        |
| 4  | Stockage d'hypochlorite de sodium   | Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, articles 1.2.3 (partiel) et 1.3.1   | /  | Sans objet        |
| 7  | Autosurveillance des rejets aqueux en sortie de la station biologique     | Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 3.3.3   | /  | Sans objet        |
| 8  | Mesures comparatives des rejets aqueux en sortie de la station biologique | Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, articles 3.3.4 et 3.3.5   | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite du 29 juin 2023 de la station biologique ont mis en évidence que :

- la cuvette de rétention du bac R 1206 de chlorure ferrique est remplie d'eau et de matières solides. L'exploitant s'est engagé à nettoyer cette cuvette d'ici la fin de l'année 2023, délai qui n'est pas adapté (cf. point de contrôle n°5) ;

- les justifications apportées sont insuffisantes pour exclure le risque d'incompatibilité produits/produits. L'exploitant s'est engagé d'ici fin décembre 2023 à étudier les potentiels effets d'un mélange accidentel de produits incompatibles sur le site et si les effets sortent du site, à coter en probabilité et en gravité cet accident et à proposer les mesures de maîtrise des risques nécessaires (cf. point de contrôle n°6).

L'inspection des installations classées propose au préfet d'envoyer à l'exploitant une lettre préfectorale de suites sur ces 2 points.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stockage d'anti-mousse

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 1.2.3 (partiel)  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantités stockées  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><u>Article 1.2.3 (partiel)</u><br>"[...] Les rubriques et capacités de fabrication autorisées sont définies dans l'annexe 1 du présent arrêté et complétées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation propres à chaque atelier. [...]"<br><br><u>Annexe 1</u><br>"[...] 4331-1 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t. autorisation seveso seuil haut [...]<br>Stations de traitement des eaux : Anti-mousse : 3,6 t [...]" |
| <b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté sur le terrain le stockage sur une rétention de 2 bidons de 20 kg d'anti-mousse.<br>L'exploitant s'est engagé à enlever la pancarte "anti-mousse" située sur le mur en béton du bassin R1170 correspondant à l'ancienne de zone de stockage d'anti-mousse.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 2 : Stockage de boues biologiques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, articles 1.2.3 (partiel), 5.1.4.1 (partiel), 5.15 (partiel), 5.1.6 (partiel), 5.1.7.1 (partiel)   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantités stockées   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><u>Article 1.2.3 (partiel)</u><br>"[...] Les rubriques et capacités de fabrication autorisées sont définies dans l'annexe 1 du présent arrêté et complétées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation propres à chaque atelier. [...]"<br><br><u>Annexe 1</u><br>"[...] 4510-1 Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t. Autorisation Seveso seuil haut [...]<br>Station biologique : [...] boues biologiques : 100 t [...]"<br><br><u>Article 5.1.4.1 (partiel)</u><br>"L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. En outre, les déchets produits doivent être entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation de manière à faciliter leur récupération ou élimination ultérieure. [...]<br>Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de |

l'environnement. [...] L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. [...] la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans. Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. [...]"

Article 5.1.5 (partiel)

"[...] L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet. Il est en mesure d'apporter la preuve d'une élimination correcte. [...]"

Article 5.1.6 (partiel)

"L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants."

Article 5.1.7.1 (partiel)

"Conformément aux dispositions des articles R.541-42 à R.541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux. [...] Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes."

**Constats :** Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté :

- sur le logiciel de suivi des déchets Tennaxia
  - l'évacuation de 3 à 7 bennes de boues biologiques par semaine ;
  - l'évacuation de 2 bennes de boues biologiques les lundis ;
  - une benne à destination d'installations en Allemagne contient environ 22 tonnes de boues biologiques ;
  - une benne à destination d'installations en France contient environ 25 tonnes de boues biologiques ;
  - 3 installations principales où sont envoyées les boues biologiques (code déchet 07 01 11\*) avec un code de traitement D10 "incinération sans récupération d'énergie" (Infraserv GmbH en Allemagne, Tredi à Strasbourg, ARF à Vendeuil) ;
  - l'absence d'expédition refusée de boues biologiques depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- sur le terrain
  - une aire d'entreposage des boues biologiques équipée d'une toiture et constituée d'une benne vide et d'une benne en cours de remplissage ;
  - une quantité de boues biologiques entreposées le jour de la visite inférieure à 20 tonnes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Stockage d'acide phosphorique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 1.3.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Barrières de sécurité   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>"Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, y compris le dossier de réexamen susvisé, sauf en ce qu'ils auraient de contraire à un texte de portée législative ou réglementaire en vigueur. En particulier, sauf dispositions contraires figurant dans le présent arrêté ou les autres arrêtés applicables aux installations, l'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans ses études d'impacts et de dangers. De même, il met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les études d'impacts et de dangers."<br><br><u>Étude de dangers "réseaux et communs" de septembre 2020</u><br><b>Constats :</b> Lors de la visite du 29 juin 2023, l'inspection des installations classées a constaté sur le terrain : <ul style="list-style-type: none"><li>• la présence d'un bac de stockage d'acide phosphorique R1150 équipée d'une sécurité de niveau haut ;</li><li>• la quantité d'acide phosphorique stockée dans le bac R1150 était de 9,81 m<sup>3</sup> ;</li><li>• la présence de 3 IBC de 1 m<sup>3</sup> d'acide phosphorique stockés sur 3 rétentions mobiles ;</li><li>• la présence de la vanne TOR XV 1150 au niveau du bac R1150.</li></ul> L'exploitant a présenté l'analyse fonctionnelle des bacs du 18 mai 2021 indiquant que l'acide phosphorique est compatible avec le polyéthylène.<br><br>L'exploitant a indiqué avoir 2 à 3 livraisons par an d'acide phosphorique.<br><br>Par courriel du 17 juillet 2023, l'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none"><li>• les caractéristiques du bac R1150 (volume : 15 m<sup>3</sup> ; matériau : polyéthylène haute densité (PE-HWU), double enveloppe)</li><li>• la fréquence de vérification de la sécurité de niveau haut mise en place en 2021 (tous les 48 mois) ;</li><li>• le dernier rapport de vérification de la sécurité de niveau haut LSH1150 du 10 juin 2021 par le service R2IA n'amenant pas d'observation.</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 4 : Stockage d'hypochlorite de sodium

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 1.2.3 (partiel) et 1.3.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Barrières de sécurité   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><u>Article 1.2.3 (partiel)</u><br>"[...] Les rubriques et capacités de fabrication autorisées sont définies dans l'annexe 1 du présent arrêté et complétées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation propres à chaque atelier. [...]"<br><br><u>Annexe 1</u><br>"[...] 4510-1 Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t. Autorisation Seveso seuil haut [...]<br>Station biologique : hypochlorite de soude : 50 t [...]<br><br>4511-1 Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale |

|  |
|--|
| <p>susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t. Autorisation Seveso seuil haut [...]</p> <p>Station biologique : hypochlorite de soude : 50 t [...]"</p> <p><u>Article 1.3.1</u></p> <p>"Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, y compris le dossier de réexamen susvisé, sauf en ce qu'ils auraient de contraire à un texte de portée législative ou réglementaire en vigueur.</p> <p>En particulier, sauf dispositions contraires figurant dans le présent arrêté ou les autres arrêtés applicables aux installations, l'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans ses études d'impacts et de dangers. De même, il met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les études d'impacts et de dangers."</p> <p><u>Étude de dangers "réseaux et communs" de septembre 2020 (chapitre 6)</u></p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite du 29 juin 2023, l'inspection des installations a constaté l'absence de stockage d'hypochlorite de sodium au niveau de la station de traitement biologique.</p> <p>L'exploitant a indiqué commander de l'hypochlorite de sodium uniquement en cas de besoin.</p> <p>Par courriel du 17 juillet 2023, l'exploitant a transmis la date de la dernière commande et utilisation d'eau de javel sur la station biologique par le prestataire (fin mai 2015).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p> |
|--|

#### N° 5 : Stockage de chlorure ferrique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, articles 1.3.1 et 8.5.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Barrières de sécurité   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 1.3.1</u></p> <p>"Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, y compris le dossier de réexamen susvisé, sauf en ce qu'ils auraient de contraire à un texte de portée législative ou réglementaire en vigueur.</p> <p>En particulier, sauf dispositions contraires figurant dans le présent arrêté ou les autres arrêtés applicables aux installations, l'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans ses études d'impacts et de dangers. De même, il met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les études d'impacts et de dangers."</p> <p><u>Étude de dangers "réseaux et communs" de septembre 2020</u></p> <p><u>Article 8.5.3</u></p> <p>"L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant."</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite du 29 juin 2023, l'inspection des installations classées a constaté sur le terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la présence dans une cuvette de rétention d'un bac de stockage de chlorure ferrique R1206 équipée d'une sécurité de niveau haut ;</li> <li>la cuvette de rétention était remplie de 10 cm d'eau et de nombreux dépôts solides.</li> </ul> <p>Par courriel du 17 juillet 2023, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les caractéristiques du bac R1206 (volume : 20 m3 ; matériau : polyéthylène haute densité PEHD) ;</li> <li>la fréquence de vérification de la sécurité de niveau haut : tous les 72 mois ;</li> <li>le dernier rapport de vérification de la sécurité de niveau haut LSH 1206 par le service</li> </ul> |



|  |
|--|
| R21A du 6 juillet 2022 n'amenant pas d'observation.  |
| L'exploitant s'est également engagé à nettoyer la cuvette de rétention d'ici la fin de l'année 2023.   |
| Le délai proposé par l'exploitant n'est pas adapté. Il est proposé au préfet de demander à l'exploitant par lettre préfectorale de suites de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois les justificatifs du nettoyage de la cuvette de rétention du bac R1206. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

#### N° 6 : Incompatibilités produits/produits

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 1.3.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incompatibilités  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, y compris le dossier de réexamen susvisé, sauf en ce qu'ils auraient de contraire à un texte de portée législative ou réglementaire en vigueur.</p> <p>En particulier, sauf dispositions contraires figurant dans le présent arrêté ou les autres arrêtés applicables aux installations, l'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans ses études d'impacts et de dangers. De même, il met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les études d'impacts et de dangers."</p>   |
| <p><b>Constats :</b> Lors de la visite du 29 juin 2023, l'inspection des installations classées a constaté la présence notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un poste de dépotage avec un flexible dédié pour l'acide phosphorique situé à proximité immédiate du réservoir R1150 ;</li> <li>d'un poste de dépotage avec un flexible dédié pour le chlorure ferrique situé à proximité immédiate du réservoir R1206 ;</li> <li>d'une tuyauterie d'alimentation en soude depuis le parc de stockage Sud.</li> </ul> <p>Par courriel du 17 février 2023, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le mode opératoire relatif au dépotage d'acide phosphorique à la station biologique non daté ;</li> <li>le mode opératoire relatif au dépotage de chlorure ferrique à la station biologique du 20 juillet 2019.</li> </ul> <p>Les constats réalisés ne permettent pas d'exclure le risque d'incompatibilité produits/produits, tel que réalisé dans l'étude de dangers.</p> <p>L'exploitant s'est engagé d'ici fin décembre 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à étudier les potentiels effets d'un mélange accidentel de produits incompatibles sur le site ;</li> <li>si les effets sortent du site, à coter en probabilité et en gravité cet accident et à proposer les mesures de maîtrise des risques nécessaires.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois  |



## N° 7 : Autosurveillance des rejets aqueux en sortie de la station biologique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 3.3.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"En sortie de la Station Biologique, les contrôles précisés dans le tableau ci-dessous sont réalisés. Les analyses sont effectuées sur un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.</p> <p>Paramètre / Fréquence</p> <p>Débit / Mesure en continu et détermination du volume journalier (24 h)</p> <p>pH / Journalière</p> <p>Matières en suspension totales (MEST) / Journalière</p> <p>Demande chimique en oxygène (DCO sur effluent non décanté) / Journalière</p> <p>Hydrocarbures totaux (norme NF EN ISO 9377-2) / Journalière</p> <p>Azote global (Ammonium, NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, Azote organique) / Journalière</p> <p>Phosphore (phosphore total) / Journalière</p> <p>DBO<sub>5</sub> (sur effluent non décanté) / Hebdomadaire</p> <p>Indice phénols / Journalière</p> <p>Benzène / Journalière</p> <p>Toluène / Journalière</p> <p>Xylènes / Journalière</p> <p>Ethylbenzène / Journalière</p> <p>HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques de la norme ISO 17993 : naphtalène, acénaphène, phénanthrène, fluoranthène, benzo(a)anthracène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a,h)anthracène, fluorène, anthracène, pyrène, chrysène, benzo(k)fluoranthène, indéno(1,2,3-cd)pyrène, benzo(ghi)pérylène) / Journalière</p> <p>1,2-dichloroéthane / Hebdomadaire</p> <p>Zinc / Hebdomadaire</p> <p>Cuivre / Hebdomadaire"</p> |
| <b>Constats :</b> Sans observation sur la fréquence d'analyse, sur les paramètres analysés et la durée du prélèvement sur la base des résultats transmis dans GIDAF de novembre 2021 à avril 2023.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 8 : Mesures comparatives des rejets aqueux en sortie de la station biologique

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, articles 3.3.4 et 3.3.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 3.3.4</u></p> <p>"Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Ces mesures sont réalisées deux fois par an, sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par le service de l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande du service de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives."</p> <p><u>Article 3.3.5</u></p> <p>"Les résultats et l'analyse des mesures comparatives effectuées en application de l'article 3.3.4</p> |

sont transmis au service de l'inspection des installations classées sous un mois à compter de la réception des résultats des mesures comparatives. La transmission est accompagnée le cas échéant, des mesures correctives mises en œuvre ou programmées pour corriger les éventuelles dérives."

**Constats :** Lors de la visite du 29 juin 2023, l'inspection des installations classées a constaté :

- la réalisation des mesures comparatives semestrielles ;
- la transmission des résultats sur l'application GIDAF ;
- les résultats de la mesure comparative du 17/18 novembre 2021 sur 24 h par ECOE Environnement ayant conduit au rapport du 10 janvier 2022 n'amènent pas d'observation ;
- les résultats de la mesure comparative du 12/13 janvier 2022 sur 24 h par APAVE ayant conduit au rapport du 18 mai 2022 mettent en évidence un écart significatif (-22,9 %) pour le paramètre phosphore total est relevé entre le résultat de l'autosurveillance et le résultat de la mesure comparative ;
- les résultats de la mesure comparative du 20/21 septembre 2022 sur 24 h par APAVE ayant conduit au rapport du 23 décembre 2022 n'amènent pas d'observation.

L'exploitant a indiqué que l'APAVE a procédé à la mesure comparative des rejets aqueux en sortie de la station biologique le 18 avril 2023 et être en attente des résultats.

L'exploitant s'est engagé pour les prochaines mesures à analyser les résultats et à présenter les éventuelles mesures correctives mises en œuvre ou programmées pour corriger les éventuelles dérives (différence entre les résultats de la mesure comparative et l'autosurveillance, analyse des résultats).

Par courriel du 17 juillet 2023, l'exploitant a :

- indiqué ne pas savoir expliquer l'écart entre le résultat en phosphore de la mesure comparative et de l'autosurveillance (absence de dérive ces deux dernières années observée par rapport à la mesure journalière de l'étalon) ;
- transmis l'analyse des résultats des 3 dernières mesures comparatives n'amenant pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet